
III. POPULATION ACTIVE, REVENUS, CONDITIONS DE VIE DES MENAGES ET PAUVRETE

Chapitre III.1 : Population active, emploi et chômage

1. Présentation

Les principaux résultats sur le Recensement de la Population et des Logements réalisés en 2013 a permis de disposer d'un certain nombre d'indicateurs sur l'emploi au Gabon. Depuis lors, faute d'enquête spécifique, on a procédé aux estimations pour calculer des indicateurs sur l'emploi et le chômage.

Pour ce qui concerne le secteur moderne, entre 2016 et 2017, les effectifs ont augmenté de 0,5%. Ceci se traduit par :

1. la variation des effectifs dans le secteur public de 1,5% entre 2016 et 2017 ;
2. la baisse des emplois dans le parapublic et privé de 0,7% entre 2016 et 2017.

L'augmentation des effectifs dans le secteur public est soutenue entre autres par le recrutement de 7,5% et environ 11% des agents de l'Etat, respectivement dans l'administration générale et au niveau de l'administration économique entre 2016 et 2017.

Les inscriptions à l'Office National de l'Emploi (ONE) pour les demandes d'emplois ont repris leur rythme de croissance après trois années de stabilisation. En effet, l'ONE a enregistré une variation de 42,2% de demandeurs d'emploi entre 2016 et 2017. A contrario, les offres d'emploi ont chuté de 20,5 dans la même période. Pour ce qui est des embauches, elles ont également baissé de 43,4% entre 2016 et 2017.

Les demandes relatives au premier emploi représentent 41,3% des demandes globales en 2017.

A la Caisse Nationale de Sécurité Sociale (CNSS), les employeurs cotisant représente +1% environ entre 2016 et 2017. Par contre les salariés cotisant au régime général de la CNSS ont chuté de 8% au cours des deux dernières années. Ceci se justifie entre autre par la recule observé dans la création des entreprises (-8%) entre 2016 et 2017.

2. Sources et méthodologie

Les informations contenues dans ce chapitre proviennent de deux grands types de sources.

1. le recensement général de la population et des logements de 2013 pour les indicateurs sur l'emploi et le chômage ;
2. Les statistiques relatives à l'emploi dans la Fonction publique, à l'emploi selon le régime de cotisation à la Caisse Nationale de Sécurité Sociale (CNSS) et aux inscriptions à l'ONE proviennent des fichiers respectifs, du Ministère en charge de l'économie, de la CNSS et des publications de l'ONE ;

Les données relatives aux indicateurs sur l'emploi et le chômage, des années allant de 2014 à 2016 ont été estimées à partir des résultats du RLPL 2013, de l'enquête sur l'emploi et chômage puis de l'enquête gabonaise sur le suivi et l'évaluation de la pauvreté de 2017.

En ce qui concerne les données sur le secteur moderne, au niveau de la fonction publique, il faut noter que la répartition par catégorie des agents de l'Etat ne prend pas en compte les effectifs des forces de sécurité.

Les activités de l'ONE concernent désormais cinq grandes villes, à savoir Libreville, Port-Gentil, Franceville, Oyem et Tchibanga. Ces activités concentrent l'enregistrement des demandeurs d'emploi, la collecte des offres d'emploi et l'intermédiation entre l'offre et la demande pour une éventuelle embauche. Les prestations du FIR concernent les formations des demandeurs d'emploi pour entreprises (stages, formation d'insertion et de réinsertion), des formations relatives à l'auto emploi et les formations à la recherche d'emploi.

3. Publications de référence

- Ministère de l'Economie, de la Promotion des Investissements et de la Prospective, Commission nationale du Recensement, Direction Nationale du Recensement, Bureau Central d Recensement-Résultats Globaux du Recensement Général de la Population et des Logements 2013-Rapport Résumé.
- Ministère de l'Economie, de la Promotion des Investissements et de la Prospective - Direction Générale de l'Economie et de la Législation Fiscale - *Tableaux de Bord de l'Economie, n°43 - situation 2012, Perspectives 2013-2014.*
- Ministère de l'Economie, de la Promotion des Investissements et de la Prospective - Direction Générale de l'Economie et de la Législation Fiscale - *Tableaux de Bord de l'Economie, n°44 - situation 2013, Perspectives 2014-2015.*
- Ministère de l'Emploi et de la prévoyance sociale - Office Nationale de l'Emploi - Rapports statistiques 2014, 2015, 2016 et 2017.
- Ministère de l'Economie, de la Prospective et de la Programmation du Développement-Direction Générale de la Statistique-Gabon : Profil pauvreté, août 2018.

4. Principales définitions

- **Actif**

C'est une personne âgée de 10 ans et plus, travaillant ou cherchant effectivement un emploi rémunéré.

- **Chômeur**

C'est un actif n'ayant pas travaillé depuis six mois, mais qui continue à chercher un emploi rémunéré.

- **Fonctionnaires**

C'est l'ensemble des agents permanents et contractuels employés par l'Etat.

- **Population active occupée**

C'est l'ensemble des actifs ayant effectivement travaillé au moins pendant une semaine au cours des six derniers mois.

- **Secteur moderne**

C'est l'ensemble des organismes publics et privés enregistrés et qui déposent régulièrement à la DGS leurs Déclarations Statistiques et Fiscales (DSF).

- **Taux d'activité**

C'est le rapport, en pourcentage, entre la population active d'un âge donné et la population totale du même âge.

- **Branche d'activité**

C'est un regroupement des unités de production homogènes, qui fabriquent des produits ou rendent des services.

- **Secteur d'activité**

Un secteur d'activité regroupe des entreprises classées selon leur activité principale.

- **Salarié**

C'est une personne qui travaille, au terme d'un contrat, pour une autre unité institutionnelle résidente en échange d'un salaire ou une rétribution équivalente.

- **Salaire**

C'est le paiement du travail convenu entre un salarié et son employeur.

- **Secteur Secondaire**

C'est un regroupement de l'ensemble des activités consistant en une transformation plus ou moins élaborée des matières premières.

- **S.A**

C'est une société anonyme où l'exercice de l'activité est séparé de la responsabilité des actionnaires

- **S.A.R.L**

C'est une société regroupant des associés dont la responsabilité est limitée à leur apport personnel.

- **Entreprise**

C'est une unité économique, juridiquement autonome, organisée pour produire des biens ou des services pour le marché.

- **Entreprise individuelle**

C'est une entreprise constituée par une personne physique qui décide d'affecter une partie de son patrimoine à l'exercice d'une activité professionnelle. Elle n'a aucun statut juridique et donc aucune personnalité morale.

III.1.1 EMPLOI

Tableau III.1.1.1 : Population active de 16 ans et plus

	Unités	2013	2014	2015	2016	2017
Population en âge de travailler	1 000	1 031,5	1 063,8	1 097,1	1 131,4	1 166,8
Population active	1 000	577,2	578,8	580,4	581,9	583,5
Hommes	1 000	359,0	370,3	380,9	391,9	340,1
Femmes	1 000	218,2	227	233,4	240,2	243,4
Taux brut d'activité	%	56,0	54,4	52,9	51,4	50,0

Source: DGS

III.1.2 CHOMAGE

Tableau III.1.2.1 : Chômage élargi par sexe

	Unités	2013	2014	2015	2016	2017
Hommes	1 000	47,1	52,3	58,0	64,3	71,3
Femmes	1 000	48,2	54,8	62,3	70,8	80,4
Total	1 000	95,3	107,1	120,3	135,1	151,7
Taux brut de chômage	%	16,5	18,5	20,7	23,2	25,9

Source : DGS

III.1.3 EMPLOI STRUCTURE

Tableau III.1.3.1 : Emploi dans le secteur moderne

	2013	2014	2015	2016	2017
Secteurs privé et parapublic	86 566	90 188	90 327	91 224	90 577
Secteur public	103 365	109 050	109 564	108 105	109 752
▪ Fonctionnaires	81 888	86 555	87 075	85 697	87 638
▪ Main d'œuvre non permanente	15 081	16 276	15 257	15 227	14 888
▪ Employés des collectivités locales	6 396	6 219	7 232	7 226	7 226
Total main d'œuvre salariée	189 931	199 238	199 891	199 329	200 329

Sources : DGELF, DGBFIP

Tableau III.1.3.2 : Effectifs dans l'Administration Centrale

	2013	2014	2015	2016	2017
Pouvoirs publics	24 570	25 200	25 351	23 689	23 750
Administration générale	10 111	11 359	11 427	13 662	14 687
Administrations économiques	8 437	7 620	7 666	6 778	7 517
Administration du développement	4 062	4 102	4 127	3 787	3 902
Administration des transports	1 304	1 317	1 325	1 202	1 176
Administration de l'éducation	22 286	24 918	25 068	24 900	24 940
Administrations sociales	11 046	11 923	11 995	11 475	11 533
Autres	72	116	117	204	133
Total	81 888	86 555	87 076	85 697	87 638

Sources : DGBFIP

Tableau III.1.3.3 : Emploi dans la Fonction publique

	2013	2014	2015	2016	2017
Administration centrale	81 888	86 555	87 075	85 697	87 638
Collectivités locales	6 396	6 219	7 232	7 226	7 226
Main d'œuvre non permanente	15 115	16 276	15 257	15 227	14 888
▪ Libreville	5 786	6 222	7 005	7 054	..
▪ Intérieur	9 329	10 054	8 252	8 173	..
Total salariés	103 399	109 050	109 564	108 150	109 752

Source : DGBFIP

Tableau III.1.3.4 : Emploi dans les sociétés privées

	2013	2014	2015	2016	2017
Agriculture	3 555	8 061	8 917	12 523	10 964
Pétrole	5 148	6 374	5 501	4 291	3 637
Mines	2 165	4 500	4 575	4 352	4 560
Bois	12 275	9 567	12 219	12 606	13 274
Industries Agro-alimentaires	4 153	5 183	5 095	5 812	5 531
Autres industries	2 293	4 744	4 277	5 085	5 111
Eau, électricité et raffinage	2 459	4 499	4 758	4 726	4 745
Bâtiment et travaux publics	8 031	8 397	6 823	6 717	5 547
Transports et Télécommunications	13 735	9 414	9 094	7 919	8 261
Services	14 439	10 738	9 954	9 337	9 735
Commerce	9 448	10 481	10 787	10 331	9 800
Banques et Assurances	3 349	3 254	3 275	3 474	3 850
Total	81 050	85 212	85 275	87 173	85 015

Source : DGELF

Tableau III.1.3.5 : Effectifs des agents de l'Etat

	2013	2014	2015	2016	2017
Catégorie A1	21 500	21 392	21 384	..	..
Catégorie A2	16 199	14 929	13 371	..	..
Catégorie B1	24 704	26 288	28 747	..	..
Catégorie B2	15 900	15 138	15 627	..	..
Catégorie C1	4 043	3 942	4 972	..	..
Catégorie C2	1 892	1 587	1 559	..	..
Hors catégorie	9 407	10 163	10 455	..	..
Total	93 645	93 439	96 115	..	..

Source : Direction de la Solde

Tableau III.1.3.6 : Effectifs féminins des agents de l'Etat

	2013	2014	2015	2016	2017
Catégorie A1	5 471	5 520	5 692	..	..
Catégorie A2	6 510	6 126	5 657	..	..
Catégorie B1	9 374	9 998	10 916	..	..
Catégorie B2	8 393	8 105	8 652	..	..
Catégorie C1	1 770	1 684	2 166	..	..
Catégorie C2	735	664	677	..	..
Hors catégorie	4 056	4 435	4 720	..	..
Total	36 309	36 532	38 480	..	..

Source : Direction de la Solde

III.1.4 SECURITE SOCIALE

Tableau III.1.4.1 : Employeurs cotisant au régime général de la CNSS, par province

	2013	2014	2015	2016	2017
Estuaire	4 385	4 133	2 802	3 119	3 351
Haut-Ogooué	337	331	104	108	127
Moyen-Ogooué	148	134	39	40	38
Ngounié	181	175	27	25	28
Nyanga	124	121	9	10	10
Ogooué-Ivindo	88	83	1	0	0
Ogooué-Lolo	116	120	6	9	12
Ogooué-Maritime	810	789	514	495	467
Woleu-Ntem	198	185	35	39	48
Total	6 387	6 071	3 537	4 045	4 081

Source : CNSS

Tableau III.1.4.2 : Salariés cotisant au régime général de la CNSS, par province

	2013	2014	2015	2016	2017
Estuaire	80 895	77 012	73 889	78 533	89 879
Haut-Ogooué	6 704	6 079	4 166	4 233	4 613
Moyen-Ogooué	1 534	1 462	337	541	546
Ngounié	1 580	1 509	466	322	306
Nyanga	747	742	31	49	49
Ogooué-Ivindo	686	605	0	0	0
Ogooué-Lolo	823	955	47	120	155
Ogooué-Maritime	22 391	21 765	20 320	20 217	19 720
Woleu-Ntem	1 496	1 383	388	424	492
Etranger	27	54	0	0	0
Total	116 883	111 566	99 613	104 439	96 040

Source : CNSS

Tableau III.1.4.3 : Employeurs cotisant au régime "Personnels de maison" de la CNSS, par province

	2013	2014	2015	2016	2017
Estuaire	885	777	464	597	632
Haut-Ogooué	19	11	7	8	9
Moyen-Ogooué	7	5	3	4	3
Ngounié	16	11	8	8	7
Nyanga	6	5	2	2	2
Ogooué-Ivindo	2	2	1	1	1
Ogooué-Lolo	3	2	0	0	0
Ogooué-Maritime	206	168	90	87	84
Woleu-Ntem	13	12	8	7	7
Total	1 157	993	583	714	745

Source : CNSS

Tableau III.1.4.4 : Salariés cotisant au régime "Personnels de maison" de la CNSS, par province

	2013	2014	2015	2016	2017
Estuaire	1 118	1 034	706	885	940
Haut-Ogooué	24	14	9	12	13
Moyen-Ogooué	7	3	6	7	6
Ngounié	16	14	11	12	10
Nyanga	6	5	2	2	2
Ogooué-Ivindo	7	6	5	3	4
Ogooué-Lolo	4	3	0	0	0
Ogooué-Maritime	188	162	111	123	113
Woleu-Ntem	20	15	12	12	13
Indéterminés	5	6	0	0	0
Total	1 395	1 262	862	1 056	1 101

Source : CNSS

III.1.5 CREATION D'ENTREPRISES

Tableau III.1.5.1 : Entreprises créées selon la forme juridique

Rubriques	En nombre				
	2013	2014	2015	2016	2017
Entreprise individuelle	5 358	5 801	4 608	3 690	3 912
Personne Morale	2 166	2 159	1 748	1 327	1 066
dont					
SUARL	585	581	478	397	331
SARL	1 257	1 212	978	700	599
SA	87	104	59	62	31
SUCCURSALES ET AUTRES	237	262	233	168	105
Total	7 524	7 960	6 356	5 017	4 978

Source : CDE/ANPI

Tableau III.1.5.2 : Entreprises créées selon la branche d'activité

Branches	En nombre				
	2013	2014	2015	2016	2017
Agro-industrie	201	152	125	131	198
Transport	169	133	128	85	222
Télécom	175	133	87	54	21
Prestation de service	2 413	2 680	2 119	2 199	1 068
Autres	4 566	4 862	3 897	2 548	3 469
Total	7 524	7 960	6 356	5 017	4 978

Source : CDE/ANPI

Tableau III.1.5.3 : Entreprises créées par des Gabonais, par sexe

Entreprises	2013	2014	2015	2016	2017
Hommes	2 512	2 482	2 166	1 941	2 325
Femmes	1 158	1 269	1 207	1 091	1 187
Total	3 670	3 751	3 373	3 032	3 512

Source : CDE/ANPI

III.1.6 FISCALITE

Tableau III.1.6.1 : Effectif des entreprises enregistrées dans l'assiette fiscale

Secteurs d'activité	2013	2014	2015	2016	2017
Total entreprises :	55 758	63 185	71 763	77 864	84 058
dont:					
Secteur primaire	1 619	1 821	2 014	2 166	2 369
Secteur secondaire	6 963	7 806	8 654	9 333	9 984
Secteur tertiaire	47 176	53 558	61 095	66 365	71 705

Source : Direction Générale des Impôts

III.1.7 ACTIVITES DE L'OFFICE NATIONAL DE L'EMPLOI (ONE)

III.1.7.1 SITUATION DE LA DEMANDE D'EMPLOI

Tableau III.1.7.1.1 : Répartition des demandeurs d'emplois inscrits par agence

Agences	2013	2014	2015	2016	2017
Libreville	..	5 898	4 994	6 146	8 556
Port-Gentil	..	1 563	2 251	990	1 427
Franceville	..	452	567	565	726
Oyem	..	451	258	300	570
Tchibanga	..	242	129	148	307
Ensemble	5 537	8 606	8 199	8 149	11 586

Source : ONE

Tableau III.1.7.1.2 : Répartition des demandeurs d'emplois inscrits par sexe

	2013	2014	2015	2016	2017
Hommes	3 450	4 781	4 542	4 542	6 448
Femmes	2 087	3 825	3 657	3 607	5 138
Ensemble	5 537	8 606	8 199	8 149	11 586

Source : ONE

Tableau III.1.7.1.3 : Demandeurs d'emploi inscrits à l'ONE par tranches d'âge

Tranche d'âge	2013	2014	2015	2016	2017
16 - 19	13	116	97	87	151
20 - 24	511	1123	1 205	1 219	1 952
25 - 29	2 263	3428	3 419	3 555	4 703
30 - 34	1 633	2262	2 177	2 170	3 110
35 - 39	626	912	710	627	971
40 - 44	259	414	308	261	364
45 - 49	150	227	187	146	186
49 et +	82	124	96	84	179
Total	5 537	8 606	8 199	8 149	11 586

Source : ONE

Tableau III.1.7.1.4 : Demandeurs d'emploi inscrits par niveau d'instruction

Niveau d'instruction	2013	2014	2015	2016	2017
Aucun	70	102	52	16	96
Primaire	283	523	354	176	382
Secondaire court	1431	2294	1 987	1 366	2 821
Secondaire long	1160	1716	1 629	1 344	2 131
Bac +1	264	398	385	428	653
Bac +2	669	1055	998	1 087	1 231
Bac + 3	728	1058	1 194	1 636	2 162
Bac + 4	320	478	457	627	554
Bac + 5 et plus	612	982	1 143	1 466	1 556
Total	5 537	8 606	8 199	8 149	11 586

Source : ONE

Tableau III.1.7.1.6 : Demandeurs d'emploi inscrits à l'ONE par niveau de diplôme

	2013	2014	2015	2016	2017
Ingénieur/Master2 et +	607	802	886	2 060	1 111
License/master1	780	1 330	1 353	1 038	1 569
B.T.S/ D.U.T	622	922	836	712	899
Baccalauréat	601	1 033	1 044	1 390	1 907
BET/BEP/BETI/DENC	199	295	177	477	314
CAP/CFP	305	724	460	542	1 149
BEPC	414	546	524	413	833
CEPE	1 758	1 515	1 454	766	2 122
Aucun	251	1 439	1 465	751	1 682
Total	5 537	8 606	8 199	8 149	11 586

Source : ONE

Tableau III.1.7.1.7 : Répartition des inscrits selon la nature de l'emploi recherché

	2013	2014	2015	2016	2017
Premier emploi	3 045	4 815	4 081	3 475	4 790
Nouvel emploi	2 492	3 791	4 118	4 674	6 796
Total	5 537	8 606	8 199	8 149	11 586

Source : ONE

Tableau III.1.7.1.8 : Répartition des demandeurs d'un nouvel emploi par nécessité ou par raison

Raison de la perte d'emploi	2013	2014	2015	2016	2017
Licenciement économique	274	452	722	617	2 894
Licenciement	74	239	162	123	1 326
Fin CDD	1 407	1 511	2 429	1 892	2 023
Fin intérim	44	222	154	1 669	266
Départ volontaire	349	567	527	373	287
Emploi précaire	12	173	124	..	..
Total	2 160	3 164	4 118	..	..

Source : ONE

III.1.7.2 Situation de l'offre d'emploi

Tableau III.1.7.2.1 : Offres d'emplois reçues et gérées par l'Office National de l'Emploi

	2013	2014	2015	2016	2017
Offres d'emplois	712	1 215	1 398	1 131	899
Nombre de places identifiées	1 357	2 038	2 282	2 508	1 300

Source : ONE

Tableau III.1.7.2.2 : Répartition des offres d'emplois par catégories socio professionnelles

	2013	2014	2015	2016	2017
Cadres/Ingénieurs	84	267	410	271	154
Techniciens supérieurs	190	295	376	321	229
Techniciens	98	204	150	156	132
Main d'œuvre qualifiée	171	259	273	200	219
Main d'œuvre spécialisée	110	126	134	133	70
Autres mains d'œuvres	59	64	55	50	95
Total	712	1 215	1 398	1 131	899

Source : ONE

Tableau III.1.7.2.3 : Répartition des places collectées par catégories socio professionnelles

	2013	2014	2015	2016	2017
Cadres/Ingénieurs	..	314	482	303	179
Techniciens supérieurs	..	414	500	584	291
Techniciens	..	317	268	197	200
Main d'œuvre qualifiée	..	410	574	615	381
Main d'œuvre spécialisée	..	298	292	399	113
Autres mains d'œuvres	..	285	166	410	136
Total	..	2 038	2 282	2 508	1 300

Source : ONE

Tableau III.1.7.2.4 : Demandeurs d'emplois, embauches directes réalisées, embauches induites

	2013	2014	2015	2016	2017
Demandeurs d'emplois inscrits	5 537	8 606	8 199	8 149	11 586
Embauches directes réalisées	667	1 145	1 128	908	522
Embauches induites ¹	414	368	207	42	16
Total placement	1 081	1 513	1 335	950	538

1. Embauches réalisées après stage en entreprise par le biais du FIR

Source : ONE

Chapitre III.2 : Revenus et transferts sociaux

1. Présentation

En 2017, la masse salariale totale dans le secteur privé et le secteur public a varié de 11,9% entre 2013 et 2017. Au niveau du secteur privé, la masse est quasiment restée stable (+1,8%). Tandis que le secteur public a connu une hausse remarquable de 33,1% sur la même période. Toutefois, au cours des deux dernières années, elle a baissé de 0,2%.

Au niveau des prestations de la Caisse Nationale de sécurité Sociale, les montants versés pour le compte des différentes pensions ont augmenté de 5,3% alors le nombre d'allocataires a fléchi de 1,1% entre 2016 et 2017.

2. Sources et méthodologie

Les informations présentées dans ce chapitre sont établies à partir de deux types de sources: les fichiers administratifs et les collectes.

Les données sur la masse salariale de 2013 à 2017 ont été fournies par la Direction Générale de l'Economie.

Les transferts sociaux de l'administration sont constitués des versements de pensions aux retraités du secteur public, aux allocataires de la Caisse Nationale de Sécurité Sociale et aux prestations du Ministère des Affaires Sociales fournies aux indigents et aux personnes handicapées, à travers la Direction Générale des Affaires sociales.

3. Publication de référence

Ministère du Développement Durable, de l'Economie, de la promotion des Investissements et de la Prospective- Direction générale de l'Economie et de la législation Fiscale – tableau de l'Economie, n°45 juin 2015.

4. Principales définitions

- Revenus

La notion de revenu suppose des gains en espèces ou en nature perçus, à des périodes plus ou moins régulières, sous forme de rente ou de rémunération d'une activité économique. Parmi les types de revenus, on distingue :

- le revenu disponible qui correspond au revenu net de transferts privés ;
- les revenus primaires qui sont des revenus de l'activité des ménages issus du travail salarié (" rémunération des salariés ") ou de l'entreprise individuelle (" revenu brut des entrepreneurs individuels ") ;
- les revenus divers qui comprennent les gains aux jeux d'argent, l'argent ramené de voyages, l'argent trouvé, etc.

- Transferts sociaux

Ce sont les ressources monétaires distribuées sous forme de primes, d'aides et/ou de pensions.

III.2.1 REVENUS

Tableau III.2.1.1 : Masse salariale dans le secteur moderne

	Unité : milliard FCFA				
	2013	2014	2015	2016	2017
Secteur public ¹	576,8	713,4	746,7	768,6	767,6
Secteur privé et parapublic	1 212,7	1 224,0	1 242,6	1 223,5	1 235,1
Total	1 789,5	1 937,4	1 989,3	1 992,1	2 002,7

Source : DGEFP

III.2.2 TRANSFERTS SOCIAUX

Tableau III.2.2.1 : Transferts sociaux de l'Administration

Entités	2013	2014	2015	2016	2017
CNSS					
Nombre d'allocataires	24 477	24 134	22 616	33 466	33 104
▪ Pension vieillesse	15 142	14 566	13 669	23 952	23 624
▪ Pension de survivant	9 199	9 439	8 829	9 415	9 366
▪ Pension d'invalidité	136	129	118	99	114
Montant des prestations versées (millions FCFA)	51 539,94	54 317,81	59 365,09	61 549,55	64 788,63
▪ Pension vieillesse	46 482,18	49 037,40	53 495,61	55 355,49	58 094,69
▪ Pension de survivant	4 932,37	5 154,12	5 759,14	6 092,15	6 563,15
▪ Pension d'invalidité	125,4	126,3	110,34	101,91	130,79
Fonction Publique					
Effectif des retraités	17 555	18 601	19 686	20 683	21 918
▪ Hommes	9 488	10 031	10 531	11 018	11 587
▪ Femmes	8 067	8 570	9 155	9 665	10 331
Retraites versées (millions FCFA)	42 957,4	45 527,7	51 244,8	53 990,9	56 709,3
Affaires Sociales					
Total prestations aux Handicapés (milliers FCFA)	..	418 450	436 200	473 850	504 525

Sources : CNSS, DGAS et CPPF

Tableau III.2.2.3 : Prestations aux handicapés par province

	Unité : milliers de FCFA				
	2013	2014	2015	2016	2017
Estuaire	..	122 100	137 325	151 200	159 225
Haut-Ogooué	..	47 100	49 575	55 275	55 650
Moyen-Ogooué	..	16 800	17 325	17 025	17 550
Ngounié	..	76 350	67 950	77 700	85 500
Nyanga	..	20 475	20 400	22 725	26 700
Ogooué-Ivindo	..	25 125	25 725	27 075	28 800
Ogooué-Lolo	..	34 950	31 500	33 000	39 525
Ogooué-Maritime	..	11 625	12 000	12 450	13 950
Woleu-Ntem	..	63 900	74 400	77 400	77 625
Total	..	418 450	436 200	473 850	504 525

Source: DGAS

Tableau III.2.2.3.1 : Prestations aux handicapés et indigents

Personnes vulnérables	2013	2014	2015	2016	2017
Nombre de personnes handicapées pris en charge	..	5469	5816	6318	6727

Source : DGAS

Tableau III.2.2.2 : Accessoires de solde à la fonction publique

	Unité: million FCFA				
	2013	2014	2015	2016	2017
Allocations familiales	16 199,4	16 800,3	10 044,0	8 763,1	11 020,4
Allocations salaires uniques	1 868,4	1 837,1	1 116,0	1 274,1	1 247,8
Allocations rentrée scolaire	7 319,1	7 254,9	4 000,0	5 376,0	4 131,0
Valeur du Smig en FCFA/mois	80 000	80 000	80 000	80 000	80 000

Sources : Direction de la Solde

Chapitre III.3 : Indice Harmonisé des prix à la Consommation des ménages (IHPC)

1. Présentation

Au cours de l'année 2017, le niveau général des prix à la consommation a atteint en moyenne 133,51 déduisant une inflation de 2,7%. Cette évolution de l'indice s'explique entre autres par la variation globale des fonctions « Enseignement » (+12,6%), « Logement, eau et électricité » (+9,9%), « Transports » (+4,2%), « Santé » (+1,7%), « Boissons alcoolisées et tabac » (+2,4%) et enfin des « Biens et services divers » (+2,4%).

Cependant, cette tendance du niveau général des prix cache les fluctuations des prix des produits que l'on a observé au niveau des fonctions de consommation telles que les produits alimentaires et les boissons non alcoolisées (-0,7%) et la communication (-0,2%).

Toutefois, en glissement annuel, le niveau général des prix au mois de décembre de 2017 a baissé par rapport au mois de décembre 2016, passant de 1,1% contre 4,1% respectivement.

Par ailleurs, depuis 2017, le Gabon procède à la rénovation du calcul de ses indices harmonisés à la consommation des ménages. Les travaux y relatifs ont permis de disposer d'une nouvelle année de base, d'un panier de la ménagère révisé et nouveaux coefficients budgétaires de consommation. Le processus qui arrive à son terme, avant la fin de l'année 2019, va permettre au Gabon de disposer des indices nationaux à la consommation.

2. Sources et méthodologie

L'Indice Harmonisé des Prix à la Consommation (IHPC) de la République Gabonaise est un indice de type Laspeyres qui couvre la consommation des ménages au sens de la comptabilité nationale. La population de référence est constituée de l'ensemble des ménages africains résidant dans la ville de Libreville.

Le panier de la ménagère comprend **394** variétés qui sont suivies dans **487** points de vente répartis dans la ville de Libreville. L'ensemble des types de points de vente concernés sont : marchés, échoppes dans la rue, boutiques, prestataires de services publics et privés ; **2965** relevés de prix sont effectués chaque mois. L'année de base de l'IHPC est l'année 2004 durant laquelle l'ensemble des produits a été suivi.

Les pondérations de ce nouvel indice proviennent d'une enquête sur les dépenses des ménages réalisée en 2003 auprès de 1008 ménages de la capitale. La

nomenclature de consommation est la COICOP (Classification Of Individual Consumption by Purpose) à 12 fonctions.

Les calculs des indices sont effectués à l'aide d'un logiciel informatique CHAPO (Calcul Harmonisé des Prix par Ordinateur) spécialement élaboré à cet effet.

Le raccordement avec l'indice base 100 en 1975 est possible en utilisant le coefficient de raccordement 4,904. Pour un mois donné, il suffit de diviser les anciens indices par ce coefficient pour les rendre comparables dans la nouvelle base.

La méthodologie utilisée est identique à celle de 17 autres pays d'Afrique subsaharienne francophone, ce qui donne à cet indice un niveau de comparabilité très fort avec ceux de ces pays.

Des compléments méthodologiques sont disponibles au niveau de la DGS.

Les pondérations par fonctions et postes de consommation sont les suivantes :

Fonctions	Pondérations	Fonctions	Pondérations
Produits alimentaires et boissons non alcoolisées	3291	Transports	990
Boissons alcoolisées, tabac et stupéfiants	185	Communication	355
Articles d'habillement et chaussures	794	Loisirs et culture	503
Logement, eau, gaz, électricité et autres	2053	Enseignement	170
Meubles, articles de ménages et entretien	561	Restaurants et hôtels	466
Santé	357	Biens et services	275
		Indice général	10000

3. Publications de référence

- Ministère du Développement Durable, de l'Economie, de la Promotion des Investissements et de la Prospective. - Direction Générale de la Statistique (DGS) - publications mensuelles de l'Indice Harmonisé des Prix à la Consommation des ménages (IHPC) - numéros de l'année 2013, 2014, 2015 et 2016.
- Ministère de l'Economie, de la Prospective Chargé de la Promotion des Investissements Publics et Privés. Direction Générale de la Statistique (DGS) - publications mensuelles de l'Indice Harmonisé des Prix à la Consommation des ménages (IHPC) - numéros de l'année 2017.

4. Principales définitions

- **Glissement annuel**

Le glissement annuel de l'indice est la variation de l'indice d'un mois donné de l'année n par rapport à celui du même mois de l'année n-1.

- **Indice annuel moyen**

Il correspond à la moyenne arithmétique simple des 12 indices mensuels de l'année.

- **Indice des prix à la consommation**

C'est le nombre permettant de mesurer, d'une période à une autre, l'évolution moyenne des prix des biens et services consommés par les ménages.

- **Prix annuel moyen**

C'est la moyenne arithmétique simple des 12 prix moyens mensuels d'un produit donné.

- **Variation annuelle moyenne**

Elle correspond à la variation de l'indice annuel moyen de l'année n par rapport à celui de l'année n-1.

- **Contributions aux variations mensuelles**

Elle correspond à la variation pondérée de la différence de l'indice du mois m par rapport à l'indice général du mois m-1.

- **Contributions aux variations annuelles**

Elle correspond à la variation pondérée de la différence de l'indice annuel moyen de l'année n par rapport à l'indice général de l'année n-1.

- **Inflation**

L'inflation d'un mois m est la variation de la moyenne des 12 derniers indices des prix mensuels par rapport à la moyenne des 12 derniers indices des prix mensuels précédant immédiatement.

III.3.1 Indice Harmonisé des Prix à la Consommation des ménages (IHPC)

Tableau III.3.1.1 : Indices annuels moyens

	Base100=2004				
	2013	2014	2015	2016	2017
Produits alimentaires et boissons non alcoolisées	132,1	136,0	139,9	139,8	138,7
Boissons alcoolisées et tabac	119,7	117,7	119,6	122,6	125,5
Articles d'habillement et chaussures	105,4	116,2	135,8	135,9	137,7
Logement, eau, gaz, électricité et autres combustibles	131,0	139,9	125,7	127,5	140,1
Meubles, articles de ménage et entretien courant de la maison	106,1	118,5	117,7	122,6	123,4
Santé	122,4	119,1	105,0	99,4	101,1
Transports	121,2	127,2	129,3	143,0	148,9
Communications	101,1	102,9	80,5	61,8	61,7
Loisirs et culture	102,4	107,5	118,4	121,6	121,4
Enseignement	105,9	108,4	107,8	112,1	126,2
Restaurants et hôtels	120,3	124,3	125,4	130,5	129,9
Biens et services divers	97,7	99,4	106,5	143,9	147,1
Indice général	122,1	127,8	127,4	130,1	133,5

Tableau III.3.1.2 : Variations annuelles moyennes par fonction en %

	2013	2014	2015	2016	2017
Produits alimentaires et boissons non alcoolisées	-0,4	3,0	3,0	-0,1	-0,7
Boissons alcoolisées et tabac	2,9	-1,7	1,6	2,5	2,4
Articles d'habillement et chaussures	1,5	10,3	16,8	0,1	1,3
Logement, eau, gaz, électricité et autres combustibles	2,2	6,8	-10,3	1,4	9,9
Meubles, articles de ménage et entretien courant de la maison	4,6	11,6	-0,6	4,2	0,7
Santé	1,2	-2,7	-11,4	-5,4	1,7
Transports	1,1	4,9	1,8	10,5	4,2
Communications	-10,0	1,8	-23,8	-23,3	-0,2
Loisirs et culture	0,9	5,0	10,1	2,7	-0,2
Enseignement	9,8	2,3	0,6	3,9	12,6
Restaurants et hôtels	0,7	3,3	0,5	4,1	-0,4
Biens et services divers	0,1	1,7	7,1	35,2	2,3
Indice général	0,5	4,7	-0,3	2,1	2,7

Tableau III.3.1.3 : Variations en glissement annuel en %

	2013	2014	2015	2016	2017
Produits alimentaires et boissons non alcoolisées	-1,2	2,1	4,0	-1,3	2,2
Boissons alcoolisées et tabac	0,1	-8,5	5,5	-0,3	1,8
Articles d'habillement et chaussures	3,3	19,5	4,0	2,8	0,7
Logement, eau, gaz, électricité et autres combustibles	10,6	-2,7	-11,0	12,3	2,5
Meubles, articles de ménage et entretien courant de la maison	10,7	3,1	1,9	3,0	1,7
Santé	1,9	-12,4	4,4	-11,7	2,9
Transports	3,4	1,5	2,4	11,2	3,5
Communications	-11,2	16,9	-46,0	-6,6	4,8
Loisirs et culture	6,2	7,5	3,1	1,0	2,9
Enseignement	17,3	-8,3	4,5	1,6	34,5
Restaurants et hôtels	0,5	1,3	-0,1	2,9	-1,1

Biens et services divers	1,3	2,1	5,5	36,9	1,7
INDICE GENERAL	3,3	1,9	-0,3	2,1	2,6

Source : DGS

Tableau III.3.1.4 : Indices mensuels de 2013 à 2017 (Indice général)

	Base 100=2044				
	2013	2014	2015	2016	2017
Janvier	122,6	126,2	128,6	127,4	132,3
Février	119,6	126,9	127,3	128,7	132,6
Mars	120	127,6	127,6	128,8	132,5
Avril	119,3	127,6	127,9	129,1	133,8
Mai	120,4	126,6	127,9	129,0	133,4
Juin	118,6	127,5	127,5	129,2	133,7
Juillet	119,1	126,6	127,3	129,4	133,8
Août	120,3	127,1	126,9	130,1	134,0
Septembre	126,4	127,8	126,5	130,7	134,0
Octobre	127,3	127,9	126,6	133,1	133,9
Novembre	125,1	128,3	127,4	132,7	133,8
Décembre	126,6	129,0	127,3	132,5	133,9

Source: DGS

Tableau III.3.1.5 : Variations mensuelles de 2013 à 2017 (Indice général) en %

	2013	2014	2015	2016	2017
Janvier	1,7	2,9	1,3	-1,0	3,4
Février	0,0	6,1	-0,1	1,1	3,1
Mars	-0,7	6,3	-1,7	1,0	2,8
Avril	-1,0	7,0	-0,9	1,0	3,6
Mai	0,2	5,1	-0,2	0,8	3,4
Juin	-2,1	7,5	0,0	1,3	3,5
Juillet	-2,1	6,3	0,2	1,9	3,4
Août	-2,4	5,7	-0,1	2,5	3,0
Septembre	2,3	1,1	-1,1	3,4	2,8
Octobre	3,0	0,5	-1,0	5,1	0,6
Novembre	3,6	2,6	-0,7	4,2	0,8
Décembre	3,3	1,9	-1,3	4,0	1,1

Source : DGS

III.3.2 PRIX MOYENS A LA CONSOMMATION

Tableau III.3.2.1 : Prix annuels moyens de vente au détail de certains articles

		Unité : FCFA				
	Unités	2013	2014	2015	2016	2017
Baguette de pain	250 g	759	743	754	740	732
Manioc en tubercules	Kg	567	496	379	472	485
Manioc en bâtons	Kg	578	619	574	750	509
Manioc Congo	Kg	769	800	759	604	607
Banane plantain	Kg	663	661	698	463	648
Riz ordinaire	Kg	552	571	566	553	617
Farine	kg	1 023	1 178	1073	1242	1001
Huile de palme raffinée locale	Litre	1 271	1 211	1 250	1 338	1 100
Huile de palme en vrac	Litre	..	2320	2720	2783	2036
Huile d'arachide	Litre	2 624	2 591	2 720	2 633	2 850
Ragoût de bœuf	Kg	3 500	3 500	4413	4500	4500
Capitaine frais	Kg	3 351	3 881	3833	4225	4000
Rouget frais	Kg	4 166	4 476	4 000	4 050	4 050
Sardines fraîches	Kg	953	910	1 000	1 000	1 000
Sardines fumées	Kg	1 794	2 429	3146	2639	2636
Machoirons frais	Kg	2 712	2 773	3 500	3 350	3 450
Maquereau fumé	kg	2 748	2 888	3 200	2 551	3 152
Ailes de dindes congelées	kg	1 413	1 468	1554	1268	1335
Cuisses de poule congelées	kg	1 290	1 295	1284	1347	1163
Tomate en fruit	Kg	986	937	1041	905	768
Oignon importé	Kg	968	997	999	910	973
Eau	50 m3	24 974	24 072	26 602	26 987	27 372
Electricité	100 kWh	16 819	16 905	12 725	12 941	13 157
Lit ordinaire en bois	Unité	51 250	46 667	42 500	42 500	42 500
Consultation médicale généraliste ²	Unité	18 750	17 875	15 500	15 500	15 500
Billet d'avion Libreville - Port-Gentil ¹	Unité	73 233	82 958	..	..	..
Essence ordinaire	Litre	535	535	535	565	605
Gazole	Litre	470	470	470	495	540

1. Billet d'avion aller simple.

2. 2013 - 2017 consultations sans prise en charge par la CNAMGS

Source : DGS

Chapitre III.4 : Consommation des ménages

1. Présentation

La consommation finale totale estimée au prix du marché se situe à 4612,0 milliards de francs CFA en 2017, soit une variation de 0,85% par rapport à l'année 2016. Cependant, la consommation privée que l'on assimile à celle des ménages est évaluée à 75,1% par rapport à la consommation finale totale, soit environ 3,1% par rapport à 2016. Par contre, la consommation réelle des ménages est stabilisée à 71,2% par rapport à la consommation réelle totale soit 0,4% par rapport à l'année antérieure.

On remarque que les consommations privées totales au prix du marché évoluent au fil des années. Tandis que celles relatives aux prix réels sont stables depuis deux ans.

2. Sources et méthodologie

Les données concernant la consommation des ménages proviennent du « tableau de Bord de l'Economie, *Situation 2017* » publié par la Direction générale de l'Economie et de la Politique Fiscale en 2017.

3. Publication de référence

- Ministère de l'Economie, de la Prospective et de la Programmation du Développement Durable – *Tableau de Bord de l'Economie - Situation 2017 - Perspectives 2018-2019*.

4. Principale définition

- **Consommation finale des ménages**

La consommation finale des ménages est la valeur d'acquisition (toutes taxes comprises) de l'ensemble des biens et services marchands et non marchands utilisés par les ménages pour la satisfaction de leurs besoins. Elle inclut tous les biens d'équipement achetés, en dehors des logements acquis ou produits pour leur propre compte.

III.4.1 STRUCTURE DE LA CONSOMMATION GLOBALE DES MENAGES

Tableau III.4.1.1 : Consommation des ménages par catégorie de produits au prix du marché

Rubriques	Unité : milliard FCFA				
	2013	2014	2015	2016	2017
Consommation totale	4 061,9	4 434,8	4 485,6	4 573,0	4 612,0
▪ dont consommation des ménages	2 805,6	3 100,1	3 217,6	3 360,8	3 464,9

Sources : DGS, DGEPF

Tableau III.4.1.2 : Structure de la consommation des ménages au prix du marché

Rubriques	Unité : %				
	2013	2014	2015	2016	2017
Consommation totale	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0
▪ dont consommation des ménages	69,1	69,9	71,7	73,5	75,1

Source : DGS, DGEPF

Tableau III.4.1.3 : Consommation des ménages au prix de base de l'année 2001

Rubriques	Unité : milliard FCFA				
	2013	2014	2015	2016	2017
Consommation totale	3 490,7	3 638,0	3 651,6	3 662,7	3 674,3
▪ dont consommation des ménages	2 318,1	2 446,5	2 546,8	2 605,4	2 616,3

Sources : DGS, DGEPF

Tableau III.4.1.2 : Structure de la consommation réelle des ménages (prix de 2001)

Rubriques	Unité : %				
	2013	2014	2015	2016	2017
Consommation totale	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0
▪ dont consommation des ménages	66,4	67,2	69,8	71,1	71,2

Sources : DGS, DGEPF

Chapitre III.5 : Pauvreté dans les ménages

1. Présentation

L'Enquête Gabonaise Pour l'Évaluation et le suivi de la Pauvreté (EGEP) de 2017 a permis d'actualiser les indicateurs de pauvreté au Gabon.

Ainsi, Pour cette EGEP 2017, l'analyse de la pauvreté était basée principalement sur la consommation des ménages, l'accès aux services publics et le capital humain (santé et éducation) Ainsi, les données de 2005 et 2017 ne sont pas strictement comparables.

Pour appréhender la pauvreté au Gabon en fonction des principaux critères énumérés ci-dessus, des indicateurs ont permis de disposer :

- de la ligne de pauvreté qui donne un niveau de revenu ou de dépense, capable de satisfaire le minimum vital d'un individu. Cette ligne permet de classer les pauvres et les non pauvres ;
- de l'incidence de la pauvreté qui représente le nombre de pauvres dans la société ;
- de la profondeur de la pauvreté ;
- de la sévérité de la pauvreté qui mentionne le niveau des écarts entre les pauvres.

En 2017, on a classé 33,4% de Gabonais comme pauvres tandis que la pauvreté alimentaire concerne 8,2% de Gabonais. Par milieu de résidence, l'incidence de la pauvreté atteint 59,5% de la population rurale.

Enfin, des analyses descriptives ont été faites pour l'ensemble de strates d'étude qui couvrent tous le territoire national lors de l'EGEP 2017. Ces données sont consignées dans un rapport disponible à la Direction Générale de la Statistique.

2. Sources et méthodologie

Les données concernant la pauvreté proviennent de l'Enquête Gabonaise Pour l'Évaluation et le suivi de la Pauvreté (EGEP), réalisée en 2017 par la Direction Générale de la Statistique, avec l'appui des partenaires au développement particulièrement de la Banque mondiale.

Cette enquête a permis d'actualiser les données les données sur les conditions de vie des ménages au Gabon.

Sur la base de l'évaluation de la pauvreté à partir de la consommation, un tableau présente les résultats de 2017 sur l'incidence, la profondeur et la sévérité de la pauvreté par milieu de résidence et par strate.

Enfin, la méthodologie sur la construction des indicateurs calculés sur l'évaluation de la pauvreté au Gabon se trouve dans les différentes publications réalisées à cet effet.

3. Publications de référence

- Ministère de l'Economie, de la Prospective et de la Programmation du Développement Durable - Direction Générale de la Statistique – Gabon : Profil de Pauvreté 2017- Version Provisoire.
- Ministère de l'Economie, de la Prospective et de la Programmation du Développement - Direction Générale de la Statistique – Enquête Gabonaise pour le Suivi et l'Evaluation de la Pauvreté de 2017- Analyse des Condition de vie des Ménages au Gabon en 2017.

4. Principales définitions

- **Consommation des ménages**

La consommation des ménages concerne la consommation alimentaire basée sur le coût du panier alimentaire typique des ménages pouvant produire 2100 kilocalories par jour et par habitant et la consommation non-alimentaire est la proportion des dépenses non alimentaires sur les dépenses totales des ménages.

- **Ligne nationale de pauvreté**

La ligne nationale de pauvreté ou le seuil correspond à la satisfaction minimale nécessaire pour satisfaire les besoins kilocalories vitaux de base dans un pays. Pour ce qui est du Gabon, la ligne nationale de pauvreté est évaluée à 840.400 francs Cfa par an et par personne.

- **Lignes spécifiques de pauvreté**

Les lignes spécifiques de pauvreté correspondent aux différences de coût de la vie pour la satisfaction des besoins minimaux dans les différentes régions.

Tableau III.5.1.1 : Incidence, Profondeur et Sévérité de la pauvreté en 2017

	Incidence de la pauvreté	Profondeur de la pauvreté	Sévérité de la pauvreté
Milieu de résidence			
Urbain	29,4	9,0	3,9
Rural	59,5	26,1	14,8
Région de résidence			
Libreville	21,0	5,4	2,0
Port-Gentil	22,3	6,3	2,5
Franceville	44,5	14,1	6,1
Nord Urbain	53,0	19,9	9,9
Nord Rural	67,2	33,1	20,1
Sud Urbain	50,3	19,8	10,1
Sud Rural	67,9	33,8	20,7
Reste Est Urbain	44,4	13,1	5,4
Est Rural	60,3	21,0	9,5
Reste Ouest Urbain	24,3	6,9	2,8
Ouest Rural	39,9	12,6	5,6
Ensemble	33,4	11,3	5,3

Sources : EGEP 2017

Tableau III.5.1.2 : Caractéristiques sociodémographiques de la Pauvreté des Ménages

En 2017

	Incidence de la pauvreté	Profondeur de la pauvreté	Sévérité de la pauvreté	Répartition de la population %	Répartition des pauvres
Milieu de résidence					
Urbain	29,4	9,0	3,9	86,7	..
Rural	59,5	26,1	14,8	13,3	..
Région de résidence					
Libreville	21,0	5,4	2,0	37,6	..
Port- Gentil	22,3	6,3	2,5	7,2	..
Franceville	44,5	14,1	6,1	5,5	..
Autre urbain	37,2	12,4	5,7	36,4	..
Rural	59,5	26,1	14,8	13,3	..
Sexe du chef					
Homme	32,5	10,7	5,0	71,1	67,4
Femme	35,8	12,6	6,0	28,9	32,6
Age du chef					
15-29 ans	25,7	8,9	4,4	10,9	..
30-44 ans	31,1	10,2	4,8	42,2	..
45-64 ans	36,4	12,2	5,7	39,0	..
65 et plus	42,1	15,7	7,8	7,9	..
Instruction du chef					
Aucun	41,3	15,6	8,2	19,3	..
Primaire	51,1	19,7	10,2	16,3	..
Secondaire 1	38,4	11,6	4,9	30,0	..
Secondaire 2	23,5	6,9	2,9	18,4	..
Supérieur	7,8	1,8	0,6	16,0	..

Source : DGS (EGEP 2017)

Tableau III.5.1.2 : Caractéristiques sociodémographiques de la Pauvreté des Ménages (suite et fin)

En 2017

GSE du chef	Incidence de la pauvreté	Profondeur de la pauvreté	Sévérité de la pauvreté	Répartition de	Répartition des
				la population	pauvres
				%	
Public	23,2	6,4	2,6	21,4	..
Privé formel	27,7	7,8	3,1	13,7	..
Privé informel	36,7	11,5	5,1	10,0	..
Indépendant agricole	65,1	29,5	17,1	6,8	..
Indépendant non agricole	32,3	10,5	4,6	18,4	..
Inactif retraité	36,4	13,4	6,6	12,6	..
Inactif autre	35,4	12,0	5,7	17,2	..
Taille du ménage					
1-2	6,8	1,7	0,7	14,2	..
3-4	20,9	5,2	2,0	25,3	..
5-6	35,3	10,9	4,7	23,5	..
7-9	45,2	15,3	7,3	24,7	..
10 et plus	62,8	27,4	15,0	12,3	..
Ensemble	33,4	11,3	5,3	100,0	..

Source : DGS (EGEP 2017)

Chapitre III.6 : Habitat et logement

1. Présentation

Le Gabon accuse un important déficit dans le secteur du logement. La production, dans ce secteur, reste insuffisante au regard de la demande même si celle-ci tend à diminuer drastiquement à cause pour des raisons diverses.

En effet, la Société Nationale Immobilière (SNI) à laquelle s'est ajoutée il y a quelques années la Société Nationale des Logements Sociaux (SNLS) sont les seuls opérateurs nationaux, qui gèrent les constructions, la location et la gestion des locations vente.

A côté de la SNI, d'autres prestataires spécialistes dans la construction des logements pour la location-vente sont en activité au Gabon.

Toutefois, l'Etat a mis en place l'Agence Nationale de l'Urbanisme et des travaux Topographiques (ANUTT) dans le but de faire accéder un maximum de ménages à la propriété. Elle concerne entre autres l'accès à la propriété foncière, l'accès aux logements sociaux, des régularisations et l'attribution des parcelles et la facilitation des crédits logements.

Aussi, le gouvernement gabonais a mis en place des mécanismes financiers tels que le Compte de Refinancement de l'Habitat (CRH) pour faciliter et d'alléger le crédit immobilier auprès des institutions bancaires de la place. Cependant ce CRH-Gabon n'a pas pu fonctionner convenablement.

Cependant les statistiques relatives aux crédits sur l'habitat et le logement des banques commerciales montrent l'importance que ces structures accordent aux besoins de la propriété au Gabon.

Enfin sur la situation ou l'état global de l'habitat au Gabon, le Recensement Général de la Population et des Logements de 2003 (RGPL 13) et la dernière EGEP 2017 fournissent les statistiques aussi variées dans ce domaine. Le présent chapitre a dégagé quelques aspects de l'état du logement des ménages au Gabon.

2. Sources et méthodologie

La question de l'habitat et du logement au Gabon reste difficile à cerner du fait de la multiplicité d'acteurs intervenant à des niveaux divers. On note quatre types d'intervenants dans le domaine du logement. Ce sont entre autres, les particuliers, les

administrations publiques chargées des aménagements fonciers, les entreprises de construction de logements et les banques qui proposent les crédits immobiliers. La première catégorie d'intervenants agit pour l'essentiel en dehors des circuits formels. Aussi, la production des statistiques y relatives passe-t-elle nécessairement par une enquête auprès des ménages. Pour ce faire, il a été nécessaire de recourir aux données du RGPL 2013 pour se faire une idée sur l'état de l'habitat au Gabon.

Cependant, les statistiques présentées dans ce chapitre ont été fournies par, la Société Nationale Immobilière(SNI), le principal promoteur immobilier

La démarche a consisté en l'envoi du courrier et d'un questionnaire élaboré à cet effet dans ces institutions pour y recueillir les données recherchées.

Il a donc été nécessaire, pour assurer une couverture relativement importante, que toutes les administrations dudit secteur soit enquêtées afin d'obtenir les informations chiffrées officielles.

Cette approche qui, de prime à bord semble aisée, s'est heurtée à quelques difficultés. En effet, l'Agence Nationale de l'Urbanisme et des Travaux Topographiques, qui s'occupe de la majeure partie des activités liées à l'habitat et au logement n'a pas donné de suite à notre requête. De même les statistiques concernant les crédits immobiliers refinancés n'ont être obtenues au de la banque d'habitat. En somme, seules les requêtes introduites à la SNI et aux établissements bancaires ont connu une suite favorable.

3. Principales définitions

- **Logement**

Par logement on entend, l'ensemble des pièces qui, en tant qu'unité construite, sont destinées à être habitées par un ou plusieurs ménages privés. Un logement comporte un accès autonome depuis l'extérieur ou depuis un espace commun à l'intérieur du bâtiment (cage d'escaliers). Pour être considéré comme tel, un logement doit disposer d'une cuisine ou d'une cuisinette. Sont exclus du champ de la statistique les logements destinés à des fins autres que résidentielles (bureaux, cabinets médicaux, etc.) ainsi que locaux occupés par des ménages collectifs (homes, foyers, hôtels, hôpitaux, etc.).

- **Logements vacants**

Il s'agit des structures habitables, pouvant recevoir des ménages mais qui au moment de la collecte de données étaient vides ou inhabitées.

- **Matériaux précaires**

Matériaux de récupération, matériaux traditionnels, terre battue, brique de terre.

III.6.1 HABITAT ET LOGEMENT

Tableau III.6.1.1 : Situation de la demande de logements et d'attribution des titres fonciers

Activités	2013	2014	2015	2016	2017
Programme de construction	..	..	..	92	12
Demandes de logements	1 528	333	182	107	132
Logements mis en location	1 085	1 043	976	738	702
Attributions des titres fonciers	146	208	183	219	137
Demandes de régulation de parcelles	1 714	2 001	4 367	3 502	2 561

Source : SNI, ANUTTC

III.6.2 LES CREDITS IMMOBILIERS

Tableau III.6.2.1 : Evolution des crédits immobiliers

	2013	2014	2015	2016	2017
Nombre de crédits accordés	239	170	..	..	..
Capitaux dégagés (Millions FCFA)	120 041	115 064	..	..	..

1. Y compris les crédits refinancés au niveau du CRH. Données BGFI à partir de 2013.

Sources: BGD, BICIG, BGFI, ORABANK, ECOBANK, UGB.

III.1.1 SITUATION DE L'HABITAT AU GABON

Tableau III.6.3.1 : Logements occupés et vacants

Rubriques	Unités	2013	2014	2015	2016	2017
Logements occupés	%	92,1	..	..	..	..
Logements vacants	%	7,9	..	..	..	..
Total	1	431 471	464 445	501 601	541 729	579 273

Source : DGS (RGPL 2013 et EGEP 2017)

Tableau III.6.3.2 : Répartition des ménages par type de logements

Rubriques	Unités	2013	2014	2015	2016	2017
Total ménages	1	431 471	464 445	501 601	541 729	579 273
Maisons individuelles	%	53,5	..	..	..	52,5
Pièces indépendantes	%	13,7	..	..	..	13,5
Maisons jumelées	%	12,9	..	..	..	14,6
Studio (chambre américaine)	%	11,2	..	..	..	14,2
Appartement dans un immeuble	%	3,0	..	..	..	1,5
Duplex/Triplex (individuelles à étages)	%	2,3	..	..	..	2,0
Duplex/Triplex (jumelés à étages)	%	1,5	..	..	..	1,6

Source : DGS (RGPL 2013, EGEP 2017)

Tableau III.6.3.3 : Statut d'occupation des logements¹

Rubriques	Unités	2013	2014	2015	2016	2017
Total ménages	1	431 471	464 445	501 601	541 729	579 273
Locataires	1	210 989	227 114	245 283	264 905	304 118
Propriétaires	1	145 406	156 518	169 040	182 563	78 782
Logé par l'employeur	1	21 574	23 222	25 080	27 086	84 574
Logé gratuitement	1	17 690	19 042	20 566	22 211	82 257
Héritage	1	12 513	13 469	14 546	15 710	8 689
Accédant à la location (Location-vente)	1	6 472	6 967	7 524	8 126	11 585
Propriétaire sous-bail	1	4 315	4 644	5 016	5 417	9 268

1. Estimations 2014 à 2016

Source : DGS (RGPL 2013, EGEP 2017)